

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 30 juin 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'un ralentissement de la croissance dans plusieurs grands pays émergents ainsi que de la persistance de la récession dans la zone euro, les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été revues à la baisse par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2013, la croissance de la production mondiale s'élèverait à +3,1 % en 2013, contre +1,7 % aux États-Unis et -0,6 % dans la zone euro.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le PIB a augmenté de 0,3 % dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat. En France, le PIB a rebondi au deuxième trimestre (+0,5 %), soit la plus forte hausse observée depuis le premier trimestre 2011. La production totale de biens et services a nettement accéléré (+0,9 % après 0,0 %) et les dépenses de consommation des ménages ont à nouveau augmenté (+0,4 % après -0,1 %).

Lors de sa réunion du 1^{er} août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,50 %, 0,25 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a déclaré que « les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique ». Il a par ailleurs précisé que l'orientation de la politique monétaire demeurerait accommodante aussi longtemps que nécessaire et que le Conseil des gouverneurs prévoyait que les taux d'intérêts directeurs resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique reste soutenue au second trimestre de l'année 2013, suite à un premier trimestre bien orienté. La consommation des ménages, en repli sur les trois derniers mois, enregistre une sensible hausse sur l'année. L'investissement des entreprises tend à se renforcer. Le secteur du BTP, soutenu par la commande publique, continue de jouer son rôle de moteur de l'économie. Conforté par une bonne dynamique de l'activité économique, le secteur du commerce se redresse. Dans ce contexte favorable, l'activité bancaire s'est toutefois infléchie, tant sur le plan de la collecte de dépôts que sur le financement de l'économie, mais sans déplorer d'évolution négative de la sinistralité.

Recul sensible de l'encours de crédit

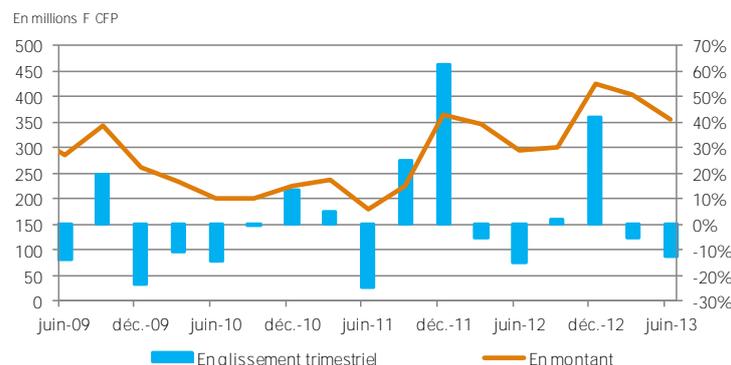
La conjoncture monétaire et financière du second trimestre 2013 se caractérise par une nouvelle contraction de l'encours brut des crédits octroyés par l'établissement de crédit local (-1,9 % après -1,6 % au trimestre précédent), pour atteindre 1,86 milliard de F CFP. Sur l'année, le rythme de croissance de l'encours brut des concours reste néanmoins élevé : +12,2 %, contre +14,9 % au 31 mars 2013.

Réduction de l'encours de crédits aux entreprises

La contraction de l'encours des crédits octroyés aux entreprises par la banque locale se poursuit de manière marquée (-12,4 % au 30 juin 2013, contre -5,1 % au trimestre précédent). Les crédits à l'investissement enregistrent une baisse ce trimestre (-8,5 %), tandis que les crédits à l'habitat et les autres crédits se replient de manière plus contenue (-2,2 % pour les deux postes).

Sur les douze derniers mois, les concours aux entreprises ont toutefois augmenté de 20,2 %, sous l'effet d'un triplement de l'encours des autres crédits (financement des travaux de réhabilitation réalisés sur les dépôts de produits pétroliers). Au 30 juin 2013, l'encours sain des crédits aux entreprises atteint 354 millions de F CFP.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Croissance de la demande de financement des ménages

Les concours accordés aux ménages par l'établissement de crédit local progressent de 1,1 % au second trimestre pour atteindre un encours total de 1,40 milliard de F CFP. En rythme annuel, l'encours sain des crédits aux ménages affiche une hausse soutenue, soit +11,5 %.

Les crédits à la consommation, principale composante de l'endettement des ménages (86,6 %), enregistrent une augmentation de 1,7 % au cours des trois derniers mois dans un contexte de croissance de la consommation des ménages.

Le financement de l'habitat recule de 2,9 % sur la même période, mais reste soutenu sur l'année (+167 %), en raison d'un prêt de montant significatif accordé à un particulier.

Une sinistralité toujours contenue

La qualité du portefeuille de l'établissement de crédit local reste stable sur le trimestre. Le montant des créances douteuses brutes, qui s'élève à 95 millions de F CFP, stagne (+0,7 %) sur la période et se replie légèrement en glissement annuel (-1,2 %).

Le taux de créances douteuses de l'établissement de crédit installé localement enregistre une légère hausse sur le trimestre, mais se maintient à un faible niveau (+0,1 point, soit 5,1 %). Sur l'année, celui-ci poursuit son amélioration (-0,7 point).

Nouvelle contraction des dépôts locaux

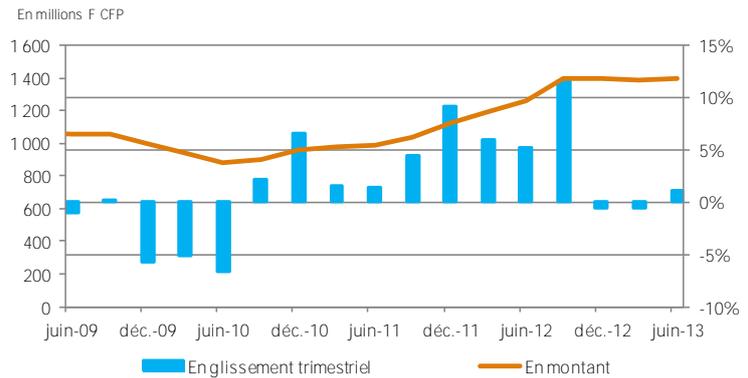
Les dépôts des agents économiques auprès du système bancaire local et gérés localement se replient de 2,0 % sur le trimestre, après -3,0 % à fin mars 2013. En rythme annuel, les actifs financiers progressent néanmoins sensiblement (+29,0 %). Ils atteignent 6,27 milliards de F CFP à fin juin 2013.

En raison d'un important placement d'un opérateur institutionnel, les dépôts à vue ont fortement progressé : +52,5 %. Ils constituent désormais 86,3 % des dépôts collectés localement, contre 55,5 % au trimestre précédent. Les dépôts à vue des ménages augmentent pour le troisième trimestre consécutif (+7,1 % à fin juin 2013), tandis que ceux des entreprises enregistrent une nouvelle diminution (-16,5 % au 30 juin 2013 après -23,6 % à fin mars).

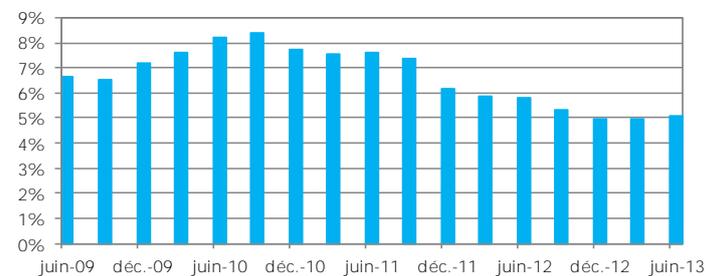
Parallèlement, les dépôts à terme, essentiellement détenus par les collectivités locales (à 54,8 %), se contractent significativement au cours des trois derniers mois (-82,2 %) au profit de placements plus liquides. Une réorientation de l'épargne liquide vers des placements plus rémunérateurs est probable à très court terme.

Par ailleurs, l'encours des comptes d'épargne à régime spécial se dégrade fortement (-15,8 % sur le trimestre) ; cette diminution est imputable aux ménages (-13,7 %) et aux collectivités locales (38,6 %). Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux reste modéré (6,6 %).

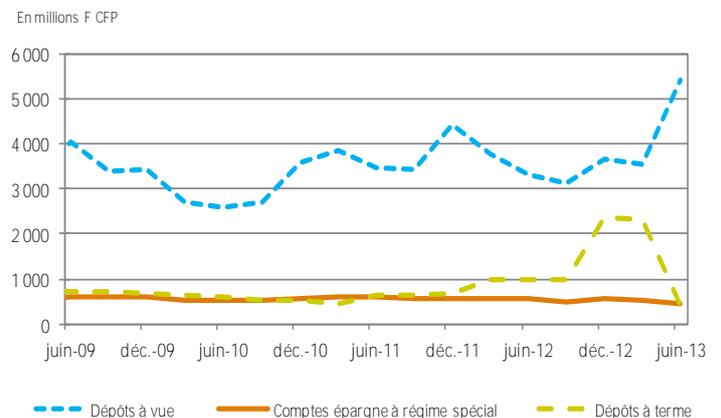
Évolution globale des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Évolution des principales composantes des actifs financiers



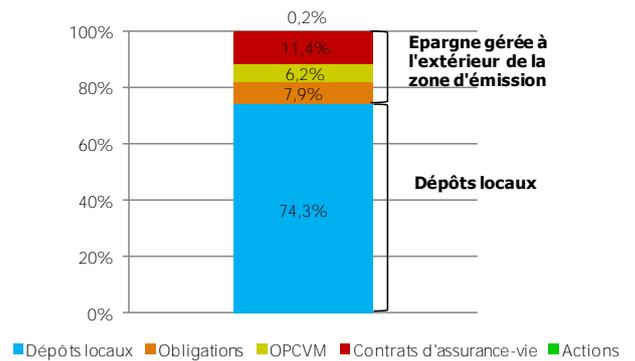
Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement, le système bancaire local collecte d'autres placements financiers (contrats d'assurance vie, OPCVM, actions, obligations,...), non transformables pour leur activité de financement.

Ces avoirs progressent modérément sur le trimestre (+0,8 %), dans un contexte de croissance de l'encours des contrats d'assurance-vie souscrits par les ménages (+1,1 %), ainsi que des obligations détenues par les autres agents (+1,8 %). À fin juin 2013, les placements gérés hors de la zone d'émission représentent 25,7 % de l'ensemble des actifs financiers. Au cours des douze derniers mois, ils se sont contractés de 39,6 %, en raison de placements arrivés à échéance au dernier trimestre 2012.

Au final, l'ensemble des dépôts réalisés auprès du système bancaire local s'élève à 8,44 milliards de F CFP à fin juin 2013, en recul de 1,3 % sur le trimestre. Cette réduction est toutefois moins marquée sur l'année (-0,2 %).

Répartition des dépôts

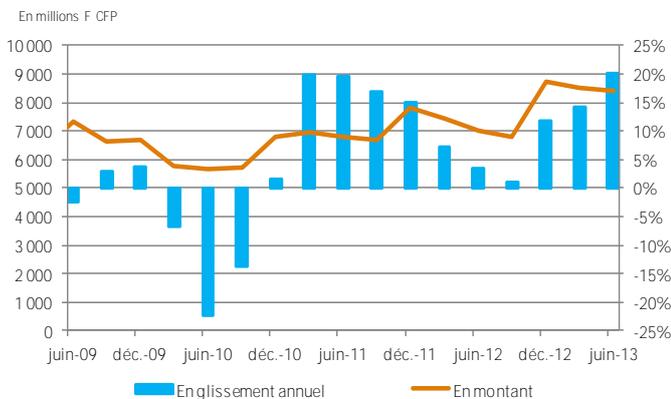


Le solde emplois-ressources de la banque locale se détériore

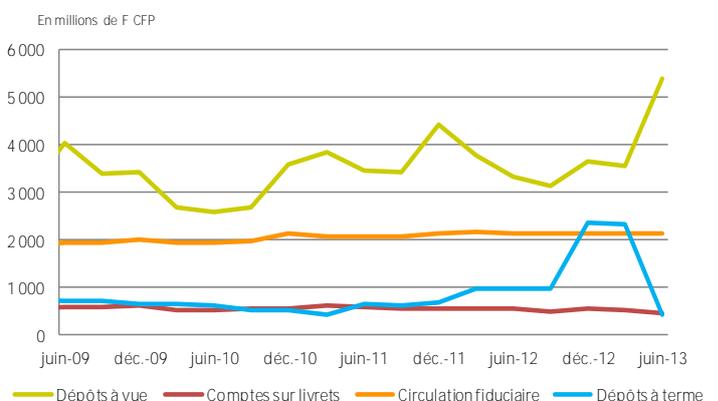
Nouveau repli de la masse monétaire

La masse monétaire M3 atteint 8,41 milliards de F CFP au 30 juin 2013, en recul de 1,3 % sur le trimestre après une première contraction de 2,5 % au cours des trois premiers mois de l'année. Cette évolution s'explique par la réduction des agrégats monétaires les moins liquides : les comptes sur livrets et les dépôts à terme se contractent respectivement de 15,8 % et de 82,2 % en rythme trimestriel. Sur cette période, seul l'agrégat M1, qui regroupe les composantes les plus liquides (circulation fiduciaire et dépôts à vue), affiche une progression (+52,5 %). Sur un an, la masse monétaire M3 enregistre néanmoins une hausse de 20,1 %, fortement soutenue par l'évolution des dépôts à vue (+62,7 %).

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



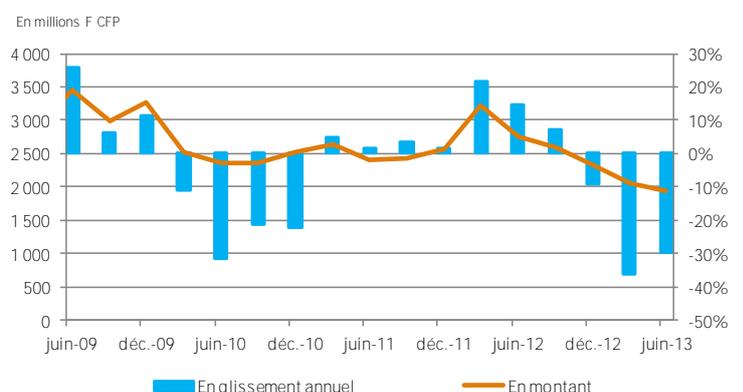
Dégradation de la position extérieure nette

Le système bancaire local affiche une dégradation de son solde emplois-ressources de 73 millions de F CFP sur le trimestre (-1,2 %), en raison d'une contraction des dépôts plus importante, en valeur, que celle des crédits.

À fin juin, les ressources de la banque locale s'élèvent à 5,89 milliards de F CFP contre 5,96 milliards de F CFP au 31 mars dernier. Elles proviennent principalement des dépôts collectés (88,4 % du total) et sont affectées à 31,6 % à l'activité de crédit.

Dans ce contexte, le système bancaire dégage une position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) positive de 1,94 milliard de F CFP, traduisant un excédent de liquidités. Ce solde, structurellement positif, s'est à nouveau dégradé sur le trimestre : -5,8 % au 30 juin après -11,6 % au 31 mars et -10,4 % au 31 décembre. Sur les douze derniers mois, la position extérieure nette affiche une baisse de 29,6 %, pour s'établir à son plus bas niveau depuis plusieurs années.

Évolution de la position extérieure nette



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

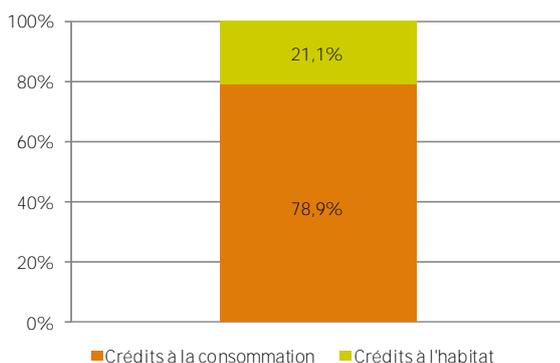
Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des **financements auprès d'établissements** de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

Au 30 juin 2013, l'**encours sain des concours** accordés par **l'ensemble des établissements** de crédit intervenant sur le Territoire **s'infléchit** (-4,6 % après une baisse de -1,8 % lors des deux précédents trimestres), pour atteindre 4,09 milliards de F CFP. Les crédits accordés aux entreprises, majoritairement sous **forme de crédits à l'investissement (86,2 %)**, se contractent de 8,5 % au second trimestre (-14,5 % sur l'année). Exclusivement dédiés **à l'investissement**, les concours aux collectivités locales subissent un tassement au 30 juin 2013 (-6,4 %) et une nette contraction en rythme annuel (-18,1 %). Seuls les financements accordés aux ménages enregistrent une légère hausse sur le trimestre (+0,2 %), mais **sensible sur l'année (+5,7 %)**, en raison **d'une** augmentation des crédits à la consommation, qui représentent **78,9 % du total de l'encours aux ménages** (en hausse de 1,7 % sur le trimestre, +2,2 en glissement annuel). **Sur la même période, l'encours des crédits à l'habitat se replie de 4,9 %, mais reste dynamique sur l'année (+21,2 %)**.

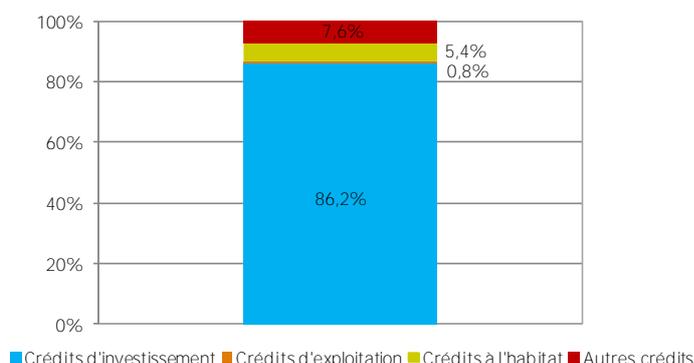
La part de marché des établissements de crédit situés hors de la **zone d'émission** se replie de 1,1 point sur le trimestre, à 56,8 %. Leur contribution au financement des entreprises reste importante : ils représentent **84,3 % de l'encours de crédit** (+0,7 point). Leur activité est cependant plus faible auprès des ménages, **puisque'ils** détiennent 8,9 % de leurs créances (en recul de 0,7 point). Les concours aux collectivités locales sont exclusivement octroyés par des établissements de crédit non installés localement.

Au final, les financements accordés par les établissements situés hors de la **zone d'émission enregistrent** une nette contraction sur le trimestre (-6,5 %), qui **s'accroît sur l'année** (-18,7 %).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

▪ L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :

- les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
- les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : **les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages**, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 949	1 954	2 079	2 142	2 151	2 140	2 120	2 139	0,9%	-0,1%
<i>Billets</i>	<i>1 948</i>	<i>1 953</i>	<i>2 079</i>	<i>2 143</i>	<i>2 153</i>	<i>2 141</i>	<i>2 122</i>	<i>2 140</i>	<i>0,9%</i>	<i>-0,1%</i>
<i>Pièces</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-2</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Dépôts à vue	4 038	2 574	3 452	3 322	3 134	3 663	3 547	5 407	52,5%	62,7%
TOTAL M1	5 986	4 528	5 531	5 464	5 285	5 803	5 667	7 546	33,2%	38,1%
M2-M1	597	521	590	551	499	568	532	448	-15,8%	-18,6%
Comptes sur livrets	597	521	590	551	499	568	532	448	-15,8%	-18,6%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	6 583	5 049	6 122	6 015	5 784	6 371	6 199	7 994	29,0%	32,9%
M3-M2	722	617	652	985	984	2 360	2 314	412	-82,2%	-58,2%
Dépôts à terme	722	617	652	985	984	2 360	2 314	412	-82,2%	-58,2%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	7 305	5 666	6 774	6 999	6 768	8 731	8 513	8 406	-1,3%	20,1%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	7 305	5 666	6 774	6 999	6 768	8 731	8 513	8 406	-1,3%	20,1%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	6 740	6 705	5 907	6 176	7 070	7 028	7 117	6 556	-7,9%	6,2%
Institut d'émission	3 021	3 989	3 292	3 212	4 303	4 701	5 060	4 619	-8,7%	43,8%
Établissements de crédit	3 719	2 717	2 616	2 964	2 767	2 326	2 057	1 938	-5,8%	-34,6%
Créances du Trésor public	856	683	1 508	933	719	854	1 006	930	-7,6%	-0,3%
Concours sur ressources monétaires	-291	-1 723	-642	-109	-1 021	849	390	920	136,2%	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 441	1 181	1 277	1 660	1 813	1 929	1 897	1 862	-1,9%	12,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 732	2 904	1 919	1 769	2 835	1 080	1 507	942	-37,5%	-46,8%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>610</i>	<i>584</i>	<i>590</i>	<i>595</i>	<i>596</i>	<i>597</i>	<i>597</i>	<i>598</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,5%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>90</i>	<i>94</i>	<i>92</i>	<i>91</i>	<i>90</i>	<i>90</i>	<i>89</i>	<i>88</i>	<i>-1,3%</i>	<i>-3,6%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>261</i>	<i>348</i>	<i>213</i>	<i>210</i>	<i>170</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>-100,0%</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>771</i>	<i>1 878</i>	<i>1 024</i>	<i>874</i>	<i>1 979</i>	<i>392</i>	<i>821</i>	<i>256</i>	<i>-68,8%</i>	<i>-70,7%</i>
Total M3	7 305	5 666	6 774	6 999	6 768	8 731	8 513	8 406	-1,3%	20,1%
Position extérieure nette	3 458	2 368	2 402	2 754	2 597	2 326	2 057	1 938	-5,8%	-29,6%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Emplois	5 108	3 652	3 797	4 561	4 535	6 306	5 961	5 888	-1,2%	29,1%
Excédent des opérations diverses des EC	69	0	0	0	0	1 930	1 850	1 934	4,5%	n.s
Crédits bruts	1 441	1 181	1 277	1 660	1 813	1 929	1 897	1 862	-1,9%	12,2%
Réserves obligatoires et libres	139	102	118	147	124	120	157	155	-1,1%	5,1%
Position extérieure nette des EC (si positive)	3 458	2 368	2 402	2 754	2 597	2 326	2 057	1 938	-5,8%	-29,6%
Ressources	5 107	3 651	3 797	4 561	4 535	6 306	5 961	5 888	-1,2%	29,1%
Dépôts collectés (- encaisses)	4 407	2 971	3 114	3 813	3 819	5 618	5 275	5 202	-1,4%	36,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	700	678	682	686	686	688	686	686	-0,1%	0,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	2	1	62	30	0	0	0	n.s	-100,0%
Réescmppte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	2 574,5	1 291,9	1 367,5	1 664,6	1 292,7	2 075,2	1 639,6	1 535,4	-6,4%	-7,8%
Dépôts à vue	2 107,8	837,5	829,8	1 187,6	1 224,0	1 617,4	1 236,5	1 032,1	-16,5%	-13,1%
Placements liquides ou à court terme	333,8	287,1	537,8	477,0	68,6	457,8	403,2	503,2	24,8%	5,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	333,8	287,1	537,8	477,0	68,6	457,8	403,2	503,2	24,8%	5,5%
<i>dont comptes à terme</i>	316,4	287,1	315,0	27,0	27,0	27,0	12,0	112,1	833,8%	315,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	17,4	0,0	222,8	450,0	41,6	430,8	391,2	391,2	0,0%	-13,1%
Épargne à long terme	132,8	167,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Ménages	2 882,1	2 909,3	2 882,0	3 070,5	2 942,4	3 076,0	3 021,6	3 066,1	1,5%	-0,1%
Dépôts à vue	1 285,6	1 235,2	1 227,9	1 363,2	1 272,5	1 334,6	1 365,9	1 462,4	7,1%	7,3%
Placements liquides ou à court terme	782,4	729,4	598,1	612,1	565,2	636,4	551,0	494,1	-10,3%	-19,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	583,9	497,5	540,1	526,6	481,2	552,6	486,6	420,0	-13,7%	-20,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	583,9	497,5	540,1	526,6	481,2	552,6	486,6	420,0	-13,7%	-20,3%
Placements indexés sur les taux de marché	198,5	231,8	57,9	85,4	84,0	83,9	64,4	74,2	15,2%	-13,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	125,8	50,4	57,9	84,5	84,0	83,9	64,4	74,2	15,2%	-12,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	72,7	181,4	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	-100,0%
Épargne à long terme	814,1	944,7	1 056,0	1 095,2	1 104,6	1 105,0	1 104,8	1 109,5	0,4%	1,3%
<i>dont actions</i>	11,9	13,1	14,9	10,4	11,9	13,4	14,2	14,0	-1,7%	34,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	50,5	68,3	111,0	109,3	114,9	128,2	137,6	131,7	-4,2%	20,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	751,7	863,4	930,1	975,5	977,8	963,4	953,0	963,8	1,1%	-1,2%
Autres agents	4 027,7	3 894,7	3 965,8	3 719,1	2 169,9	3 626,9	3 886,4	3 836,9	-1,3%	3,2%
Dépôts à vue	644,2	501,7	1 394,5	771,5	637,1	711,4	944,2	2 912,4	208,4%	277,5%
Placements liquides ou à court terme	2 172,1	2 181,6	1 765,7	2 333,5	890,9	2 263,9	2 283,5	253,8	-88,9%	-89,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	12,9	23,0	50,1	24,1	17,9	15,0	45,9	28,2	-38,6%	16,8%
Placements indexés sur les taux de marché	2 159,3	2 158,6	1 715,6	2 309,4	873,1	2 248,8	2 237,6	225,7	-89,9%	-90,2%
<i>dont comptes à terme</i>	279,7	279,0	279,2	873,0	873,1	2 248,8	2 237,6	225,7	-89,9%	-74,1%
Épargne à long terme	1 211,4	1 211,4	805,6	614,1	641,9	651,7	658,7	670,6	1,8%	9,2%
Total actifs financiers	9 484,3	8 096,0	8 215,3	8 454,2	6 404,9	8 778,1	8 547,7	8 438,3	-1,3%	-0,2%
Dépôts à vue	4 037,6	2 574,4	3 452,2	3 322,3	3 133,7	3 663,3	3 546,6	5 406,9	52,5%	62,7%
Placements liquides ou à court terme	3 288,4	3 198,1	2 901,6	3 422,6	1 524,8	3 358,1	3 237,6	1 251,2	-61,4%	-63,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	596,8	520,6	590,3	550,7	499,1	567,6	532,4	448,1	-15,8%	-18,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	596,8	520,5	590,3	550,7	499,1	567,6	532,4	448,1	-15,8%	-18,6%
Placements indexés sur les taux de marché	2 691,6	2 677,6	2 311,3	2 871,8	1 025,7	2 790,5	2 705,2	803,1	-70,3%	-72,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	721,9	616,6	652,2	984,6	984,1	2 359,7	2 314,0	411,9	-82,2%	-58,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 969,6	2 060,9	1 659,2	1 887,3	41,6	430,8	391,2	391,2	0,0%	-79,3%
Épargne à long terme	2 158,3	2 323,4	1 861,6	1 709,3	1 746,5	1 756,6	1 763,5	1 780,2	0,9%	4,1%
<i>dont actions</i>	11,9	13,1	14,9	10,4	11,9	13,4	14,2	14,0	-1,7%	34,5%
<i>dont obligations</i>	1 344,2	1 378,7	805,6	614,1	641,9	651,7	658,7	670,6	1,8%	9,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	50,5	68,3	111,0	109,3	114,9	128,2	137,6	131,7	-4,2%	20,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	751,7	863,4	930,1	975,5	977,8	963,4	953,0	963,8	1,1%	-1,2%

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Dépôts locaux	5 356,4	3 711,6	4 694,6	4 857,6	4 616,8	6 590,6	6 393,0	6 266,9	-2,0%	29,0%
Dépôts à vue	4 037,6	2 574,4	3 452,2	3 322,3	3 133,7	3 663,3	3 546,6	5 406,9	52,5%	62,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	596,8	520,6	590,3	550,7	499,1	567,6	532,4	448,1	-15,8%	-18,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	596,8	520,5	590,3	550,7	499,1	567,6	532,4	448,1	-15,8%	-18,6%
Dépôts à terme	721,9	616,6	652,2	984,6	984,1	2 359,7	2 314,0	411,9	-82,2%	-58,2%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	4 127,9	4 384,3	3 520,7	3 596,6	1 788,1	2 187,4	2 154,7	2 171,4	0,8%	-39,6%
<i>dont actions</i>	11,9	13,1	14,9	10,4	11,9	13,4	14,2	14,0	-1,7%	34,5%
<i>dont obligations</i>	1 344,2	1 378,7	805,6	614,1	641,9	651,7	658,7	670,6	1,8%	9,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 969,6	2 060,9	1 659,2	1 887,3	41,6	430,8	391,2	391,2	0,0%	-79,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	50,5	68,3	111,0	109,3	114,9	128,2	137,6	131,7	-4,2%	20,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	751,7	863,4	930,1	975,5	977,8	963,4	953,0	963,8	1,1%	-1,2%
Total actifs financiers	9 484,3	8 096,0	8 215,3	8 454,2	6 404,9	8 778,1	8 547,7	8 438,3	-1,3%	-0,2%

Les crédits à l'économie

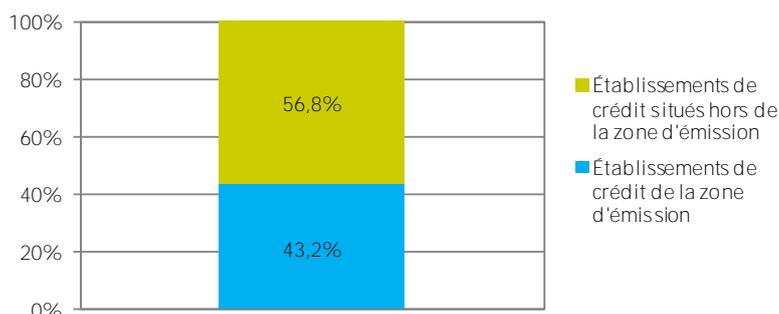
Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	163,0	60,2	64,0	31,2	33,7	47,5	40,1	2,0	-95,1%	-93,7%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	16,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	146,8	60,2	64,0	31,2	28,6	47,5	40,1	2,0	-95,1%	-93,7%
Crédits d'investissement	102,3	86,8	76,6	71,0	75,0	68,9	63,5	58,1	-8,5%	-18,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	102,3	86,8	76,6	71,0	75,0	68,9	63,5	58,1	-8,5%	-18,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	19,6	65,5	64,1	53,3	58,6	53,7	49,6	45,4	-8,3%	-14,7%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	133,5	130,9	128,2	125,5	122,8	-2,2%	-8,0%
Autres crédits	21,8	54,1	39,2	59,2	60,8	181,4	175,3	171,5	-2,2%	189,6%
Encours sain	287,1	201,1	179,8	294,9	300,4	426,0	404,4	354,4	-12,4%	20,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	994,9	823,2	919,0	1 185,6	1 188,7	1 191,4	1 192,0	1 212,1	1,7%	2,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	977,5	801,1	895,7	1 168,9	1 168,3	1 168,3	1 169,4	1 187,7	1,6%	1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	17,4	22,1	23,3	16,8	20,4	23,1	22,6	24,4	7,8%	45,1%
Crédits à l'habitat	58,8	57,0	69,1	70,3	212,4	202,9	193,7	188,2	-2,9%	167,7%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 053,7	880,3	988,0	1 256,0	1 401,2	1 394,3	1 385,7	1 400,3	1,1%	11,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	4,3	3,1	12,3	12,9	15,5	12,7	12,7	12,2	-3,8%	-5,0%
TOTAL										
Encours sain	1 345,1	1 084,5	1 180,1	1 563,7	1 717,0	1 833,0	1 802,8	1 766,9	-2,0%	13,0%
Créances douteuses brutes	96,3	96,8	97,1	96,0	96,5	95,7	94,1	94,8	0,7%	-1,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	6,2	2,6	5,1	5,2	6,4	5,3	5,5	7,3	33,0%	38,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,5	0,0	0,0	0,4	0,5	0,3	0,7	1,2	79,0%	204,2%
<i>(dt) Ménages</i>	5,7	2,6	5,1	4,8	5,9	5,0	4,8	6,0	26,4%	25,1%
<i>Provisions</i>	90,1	94,1	92,0	90,8	90,1	90,4	88,6	87,5	-1,3%	-3,6%
Encours brut total	1 441,3	1 181,2	1 277,3	1 659,7	1 813,5	1 928,7	1 896,9	1 861,6	-1,9%	12,2%
Taux de créances douteuses	6,7%	8,2%	7,6%	5,8%	5,3%	5,0%	5,0%	5,1%	0,1 pt	-0,7 pt
Taux de provisionnement	93,6%	97,3%	94,7%	94,5%	93,4%	94,5%	94,2%	92,3%	-1,9 pt	-2,2 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	165,5	66,5	64,1	1 290,1	1 231,7	77,7	81,3	17,2	-78,8%	-98,7%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	16,2	0,0	0,0	1 155,3	1 126,4	0,0	0,0	0,0	n.s	-100,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	149,3	66,5	64,1	134,8	100,2	77,7	81,3	17,2	-78,8%	-87,2%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 192,7	1 011,0	847,1	1 155,6	1 090,5	2 126,1	2 083,6	1 943,6	-6,7%	68,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 192,7	1 011,0	847,1	1 155,6	1 090,5	2 126,1	2 083,6	1 943,6	-6,7%	68,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	24,4	69,6	67,7	56,4	61,6	56,5	52,1	47,8	-8,2%	-15,2%
<i>Credit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	133,5	130,9	128,2	125,5	122,8	-2,2%	-8,0%
Autres crédits	21,8	54,1	39,2	59,2	60,8	181,4	175,3	171,5	-2,2%	189,6%
Encours sain	1 380,0	1 131,7	950,3	2 638,3	2 513,9	2 513,4	2 465,7	2 255,1	-8,5%	-14,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	994,9	823,2	919,0	1 185,6	1 188,7	1 191,4	1 192,0	1 212,1	1,7%	2,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	977,5	801,1	895,7	1 168,9	1 168,3	1 168,3	1 169,4	1 187,7	1,6%	1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	17,4	22,1	23,3	16,8	20,4	23,1	22,6	24,4	7,8%	45,1%
Crédits à l'habitat	565,0	418,5	352,6	267,8	400,6	369,8	341,2	324,6	-4,9%	21,2%
Autres crédits	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 563,5	1 241,7	1 271,6	1 453,4	1 589,4	1 561,3	1 533,2	1 536,7	0,2%	5,7%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	365,2	340,8	289,4	273,6	255,8	239,6	239,6	224,2	-6,4%	-18,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	365,2	340,8	289,4	273,6	255,8	239,6	239,6	224,2	-6,4%	-18,1%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	365,2	340,8	289,4	273,6	255,8	239,6	239,6	224,2	-6,4%	-18,1%
Autres agents										
Encours sain	123,2	99,8	80,3	52,1	76,7	41,6	44,7	70,1	56,9%	34,5%
TOTAL										
Encours sain	3 431,8	2 814,0	2 591,6	4 417,5	4 435,7	4 355,9	4 283,2	4 086,1	-4,6%	-7,5%
<i>dont ECHZE</i>	2 086,7	1 729,6	1 411,5	2 853,8	2 718,7	2 522,9	2 480,4	2 319,3	-6,5%	-18,7%
Créances douteuses brutes	718,1	768,9	586,1	508,3	493,0	483,6	473,4	473,0	-0,1%	-7,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	316,5	329,9	292,9	283,8	274,1	275,2	269,7	271,3	0,6%	-4,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	215,7	213,8	201,6	202,7	200,8	199,8	199,8	200,3	0,3%	-1,2%
<i>(dt) Ménages</i>	96,0	116,1	91,2	81,1	73,3	75,5	69,9	71,0	1,5%	-12,5%
Provisions	401,7	439,0	293,2	224,5	218,9	208,3	203,7	201,7	-1,0%	-10,2%
Encours brut total	4 149,9	3 582,9	3 177,6	4 925,9	4 928,7	4 839,5	4 756,6	4 559,1	-4,2%	-7,4%
Taux de créances douteuses	17,3%	21,5%	18,4%	10,3%	10,0%	10,0%	10,0%	10,4%	0,4 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	55,9%	57,1%	50,0%	44,2%	44,4%	43,1%	43,0%	42,7%	-0,3 pt	-1,5 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr